

## Séminaire juridique 2019

# DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE ET LES MIGRANTS SANS PAPIERS

## La protection des données, la politique migratoire, et les droits fondamentaux

Lieu: White & Case LLC  
Rue de la Loi 62, 1040 Bruxelles, Belgium

Dates: 14 – 15 novembre 2019

Ce séminaire vise à explorer l'impact des mesures d'applications de la politique migratoire européennes et nationales, et relatives à la collecte et l'utilisation des données personnelles pour renforcer la sécurité frontalière.

Deux dimensions de ce sujet, distinctes mais corrélées, seront explorées :

- L'utilisation des données personnelles obtenues à travers l'utilisation de certains services, comme le recours aux soins, par les agents du secteur de la sécurité (les forces de l'ordre, les agents compétents en matière d'immigration) pour mener à bien l'exécution de la loi en matière d'immigration;
- Les efforts réalisés au niveau européen pour accroître et améliorer l'interopérabilité des systèmes de données sur l'immigration à des fins répressives.

Aux côtés d'experts venus de part et d'autres de l'Europe, nous explorerons les répercussions de ces tendances sur les droits fondamentaux, notamment le droit à la vie privée et la protection des données personnelles tels que garantis dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention européenne des Droits de l'Homme, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) et la directive européenne n° 2016/680. Il s'agira également de mettre en exergue ce que ces tendances révèlent sur la criminalisation du phénomène migratoire, et d'échanger sur leurs impacts concrets.

Les objectifs de ce séminaire sont :

- (a) De permettre aux professionnels du droit et aux défenseurs des droits des migrants et du droit à la vie privée d'avoir une meilleure compréhension de ces tendances ;
- (b) D'explorer les stratégies retenues pour atténuer leur effet néfaste, comme la remise en question des lois européennes et nationales.

# AGENDA

## JOUR 1

### PARTIE I: FUSIONNER LES POLITIQUES MIGRATOIRE ET EN MATIERE DE SÉCURITÉ – TENDANCES ET CONSÉQUENCES POUR LES DROITS FONDAMENTAUX

- Quelles sont les tendances mondiales en matière de criminalisation de l'immigration irrégulière ?
- Quel est le rôle des agents du secteur de la sécurité dans l'application de la politique migratoire, et comment leur coopération est-elle renforcée par le partage des données ?
- Quelles sont les répercussions de ces développements sur les droits fondamentaux ?

16:30	<b>Inscription</b>
17:00	<b>Introduction</b> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Assimakis Komninos, Partenaire, White &amp; Case LLP</li><li>○ Michele LeVoy, Directrice, PICUM</li></ul>
17:15	<b>Exposé lumineux</b> <i>McKenzie Funk, journaliste, auteur</i>
17:30	<u>Moderateur</u> : Sergio Carrera, Chercheur associé et Chef d'unité de Justice et Affaires intérieures, Centre for European Policy Studies  <b>Table ronde: Surveillance et immigration : les tendances à l'ère des Big data</b> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Juliet Stumpf, Robert E. Jones Professeur en plaidoyer et éthiques, Lewis &amp; Clark Law School</li><li>○ Tony Bunyan, Directeur, Statewatch</li><li>○ Ann-Charlotte Nygård, Cheffe d'unité, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne</li><li>○ Fausto José Moreira Pinto do Matos, Assistant to MEP Paulo Rangel (EPP)</li></ul>
19:00	<b>Conclusion</b> <i>Yves Pascouau, Président, European Migration Law</i>
19:30	<b>Réception</b>

## JOUR 2

### PARTIE II: L'UTILISATION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL A DES FINS DE CONTRÔLE DE LA MIGRATION

- *Comment la gestion des données personnelles a-t-elle été utilisée pour faire émerger des priorités en matière d'immigration aux niveaux européen et national ?*
- *Quels sont les normes européennes régissant le partage des données à caractère personnel à des fins de contrôle des flux migratoires ?*

9:00	<b>Inscription</b>
9:30 – 10:30	<p><b>Ouverture</b></p> <p><u>Modératrice</u>: Michele LeVoy, Directrice de PICUM</p> <p><b>Les tendances nationales concernant l'utilisation des données à des fins de contrôle de la migration</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ ALLEMAGNE: Para. 87 de la Loi sur le séjour et l'accès aux services de santé</li></ul> <p><i>Michael Knipper, Maître, Histoire, Anthropologie de la médecine et la santé mondiale, Institut sur l'Histoire de la Médecine, Université Justus Liebig</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ ROYAUME-UNI: L'"environnement hostile" et les mesures relatives au partage des données</li></ul> <p><i>Lara ten Caten, Liberty</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ SUEDE: Accès à l'aide sociale pour les enfants et les jeunes sans papiers dans le contexte du partage de données entre les services sociaux et la police des frontières</li></ul> <p><i>Hanna Scott, Skåne Stadsmission</i></p>

10:30	<b>PAUSE</b>
10:45 – 12:00	<p><u>Modératrice</u> : Alyna Smith, Advocacy Officer, PICUM</p> <p><b>Les tendances européennes sur l'utilisation croissante des données à caractère personnel pour soutenir l'application des mesure de contrôle de la migration</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le rôle des données à caractère personnel dans les politiques migratoires et d'asile de l'UE (aperçu des systèmes en place, interopérabilité)</li> </ul> <p><i>Chris Jones, Chercheur, Statewatch</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Utilisation des données personnelles recueillies à des fins d'immigration à des fins de justice criminelle</li> </ul> <p><i>Teresa Quintel, Université du Luxembourg</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Étude de cas: Mouvements secondaires, Eurodac et données biométriques</li> </ul> <p><i>Marco Stefan, Chercheur associé, CEPS</i> <i>Roberto Cortinovis, Chercheur, CEPS</i></p>
12:00 – 13:00	<p><u>Moderateur</u>: Jan-Frederik Keustermans, Cleary Gottlieb</p> <p><b>Les normes légales en Europe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le règlement général sur la protection des données (RGPD) et la directive concernant la matière ou l'exécution des sanctions pénales</li> </ul> <p><i>Juraj Sajfert, Chercheur scientifique, Vrije Universiteit Brussel</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La Charte des droits fondamentaux de l'UE</li> </ul> <p><i>Sara Sighinolfi, Chargée de programme asile et migration, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne</i></p>
13:00	<b>DÉJEUNER</b>

## PARTIE III: STRATÉGIES DE PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX

- Quelles sont les stratégies utilisées pour s'assurer que les mesures relatives à l'utilisation des données à caractère personnel à des fins de contrôle de la migration ne portent pas atteinte aux droits fondamentaux ? Quelles leçons pouvons-nous tirer ?
- Quelle est la prochaine étape ?

14:00 – 15:00	<p><u>Moderateur</u>: Adam Weiss, Directeur général, European Roma Rights Centre</p> <p><b>Introduction – Les stratégies juridiques : remettre en question la législation et les mesures nationales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Ksenija Turkovic, Cour européenne des droits de l'homme</i></li> <li>○ <i>Emilie Seruga-Cau, Service des Affaires Régaliennes des affaires régaliennes et des collectivités territoriales, Commission nationale de l'informatique et des libertés (France)</i></li> <li>○ <i>Eline Kindt, Policy Officer, Liga voor Mensenrechten</i></li> </ul>			
<p><b>ATELIERS DE TRAVAIL PARALLÈLES</b></p> <p><i>Ces séances sont l'occasion d'une discussion approfondie entre les participants, avec la présentation d'une étude de cas nationale destinée à catalyser le dialogue et le débat sur des stratégies concrètes pour assurer la protection des données à caractère personnel et autres droits fondamentaux des migrants.</i></p>				
15:00 – 16:15	<p><b>Litige: Étude de cas national – le Royaume-Uni</b></p> <p><i>Les enjeux de la loi sur la protection des données du Royaume-Uni, « l'exception de l'immigration »</i></p> <p><u>Présentation</u>: Matthew Rice, Open Rights Group</p> <p><u>Animateur</u>: Adam Weiss, ERRC</p> <p>Langue de la session: anglaise</p> <p>Salle: Brel/Magritte:</p>	<p><b>litige: étude de cas national – la France</b></p> <p><i>utilisation des droits de protection des données dans les procédures d'asile dublin</i></p> <p><u>Présentation</u>: emmanuelle néraudau, avocate, barreau de Nantes</p> <p><u>Animateur</u>: yves pascouau, président, european migration law</p> <p><i>Langue de la session: anglais et français</i></p>	<p><b>Pladoyer de l'UE : Système européen commun d'asile</b></p> <p><i>Proposition visant à élargir l'utilisation des données personnelles :EURODAC, VIS</i></p> <p><u>Présentation</u>: Maria Giovanna Manieri, Conseillère Greens/EFA</p> <p><u>Animatrice</u>: Catherine Woollard, ECRE</p> <p><i>Langue de la session: anglais</i></p>	<p><b>Étude de cas</b></p> <p><i>Utilisation des données personnelles recueillies à des fins d'immigration à des fins de justice criminelle</i></p> <p><u>Présentation</u>: Teresa Quintel, Université du Luxembourg</p> <p><u>Animateur</u> : Juraj Sajfert, chercheur scientifique, Vrije Universiteit Brussel</p> <p><i>Langue de la session: anglais</i></p> <p>Salle: Delvaux</p>

	( <i>interpretation simultanee</i> )	Salle: Boardroom	
	Salle: Fabre/Panamarenko		

	<p><b>DISCUSSION DE CLÔTURE</b></p> <p><u>Modératrice: Michele LeVoy, Directrice de PICUM</u></p>
16:15	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Adam Weiss, European Roma Rights Centre</i></li> <li>○ <i>Yves Pascouau, Président, European Migration Law</i></li> <li>○ <i>Catherine Woollard, ECRE</i></li> <li>○ <i>Juraj Sajfert, Scientific Researcher, Vrije Universiteit Brussel</i></li> </ul>
17:00	<b>Fin du séminaire</b>